

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
GUINÉE-CONAKRY : CONDÉ
VERS UN TROISIÈME MANDAT

Les délégués du parti au pouvoir en Guinée ont plaidé hier, au premier jour de leur convention électorale, pour que le président sortant Alpha Condé soit leur candidat lors de l'élection présidentielle, alors que l'opposition manifeste depuis des mois contre un éventuel troisième mandat du chef de l'Etat. Quelque 350 cadres du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) venus de tout le pays devraient adopter aujourd'hui une résolution pour officialiser leur choix.

TANZANIE : TUNDU LISSU
CANDIDAT DU PRINCIPAL PARTI
D'OPPOSITION

L'ex-député tanzanien Tundu Lissu, qui avait réchappé d'une tentative de meurtre en 2017, a été choisi mardi par le principal parti d'opposition, le Chadema, pour être son candidat à l'élection présidentielle du 28 octobre face au président sortant John Magufuli. M. Lissu, 52 ans, est rentré en Tanzanie le 27 juillet avec l'ambition de se "battre pour la présidence".

MALI : AMNESTY DÉNONCE LA
"RÉPRESSION SANGLANTE"

Amnesty International a dénoncé hier "la répression sanglante" qui a visé le mois dernier des manifestants appelant à la démission du président malien Ibrahim Boubacar Keïta, dont une dizaine ont été tués par balles par les forces de sécurité selon des témoins cités par l'ONG. Le weekend du 10 juillet, une manifestation à l'appel du Mouvement du 5 juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), opposé au président Keïta, a dégénéré en trois jours de troubles meurtriers.

Liban : la colère après "l'apocalypse"

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le Liban est encore sous le choc après les explosions qui ont frappé Beyrouth, la capitale, dans la nuit de mardi dernier. Le bilan provisoire d'hier soir donnait 113 morts, 4 000 blessés et des quartiers entiers ravagés. Les Libanais ont crié leur colère après cette catastrophe de trop provoquée par l'explosion de tonnes de nitrate d'ammonium à l'abandon au port de Beyrouth.

Ainsi, en sanglots, le gouverneur de Beyrouth, Marwan Abboud, a déclaré devant les caméras que "la situation est apocalyptique, Beyrouth n'a jamais connu ça de son histoire". Plus de 300 000 personnes sont sans domicile jusqu'à alors.

D'ailleurs pour faire face, les autorités libanaises ont décrété l'état d'urgence pendant deux semaines au lendemain de la double explosion présentée comme accidentelle par les autorités. Tout comme, elles cherchent également à "assigner à domicile" les responsables du dossier de stockage du nitrate d'ammonium. Sur les lieux, les secouristes tentent de trouver d'éventuels survivants, alors que des dizaines de personnes sont portées disparues.

A l'échelle internationale, une



Photo: DR

Vue apocalyptique de Beyrouth après les explosions

chaîne de solidarité a commencé à prendre forme. De nombreux pays ont déjà envoyé des aides -matériel médical et sanitaire, hôpitaux de campagne, secouristes - notamment la France, dont le président de la République, Emmanuel Macron, est attendu aujourd'hui sur place.

Sur l'origine dudit drame, selon les autorités libanaises, un incendie déclaré dans l'entrepôt où étaient stockées depuis six ans quelque 2 750 tonnes de nitrate

d'ammonium, "sans mesures de précaution" au port, sont à l'origine des énormes déflagrations, les pires vécues par le Liban. Dans la foulée, habitants ont manifesté leur colère.

Ils accusent ces dirigeants d'être les "vrais" responsables de cette tragédie. En ce sens, un journaliste vedette de la télévision libanaise, Marcel Ghanem, n'a pas hésité à lancer : "Partez tous! (...) Vous êtes corrompus, négligents, destructeurs, immoraux. Vous êtes des

lâches. C'est votre lâcheté et votre négligence qui ont tué les gens". De son côté, la forte diaspora libanaise n'est pas restée sans mots dire. Elle a réclamé également des comptes. "Il n'y a pas de mots", lance Hazaa Khalil, restaurateur à Londres. "Nous avons déjà assez souffert : la pandémie de coronavirus, les gens qui meurent de faim, notre argent bloqué à la banque (...) Et maintenant, nous devons gérer un désastre." a-t-il poursuivi.

En attendant les réponses

J.O
Libreville/Gabon

La tragédie qui frappe Beyrouth depuis mardi dernier suscite plusieurs questions aussi bien des gouvernants que des populations. "Il est inadmissible qu'une cargaison de nitrate d'ammonium, estimée à 2 750 tonnes, soit présente depuis six ans dans un entrepôt, sans mesures de précaution. C'est inacceptable et nous ne pouvons pas nous taire", a tonné le chef du gouvernement libanais, Hassan Diab. De sources

sécuritaires, les autorités du port, les services des douanes et des services de sécurité étaient tous au courant que des matières chimiques dangereuses étaient entreposées au port mais se sont rejeté mutuellement la responsabilité du dossier.

Ce drame survient alors que le Liban connaît sa pire crise économique, marquée par une dépréciation inédite de sa monnaie, une hyperinflation, des licenciements massifs et des restrictions bancaires drastiques. "Même avec le coronavirus, et tout ce qui est arrivé dans le pays, j'ai

toujours gardé espoir. Mais maintenant c'est fini, je n'ai plus aucun espoir", dit Tala Masri, une bénévole.

Depuis lors, tout est à l'arrêt dans la capitale libanaise. "Par respect pour les innombrables victimes", le Tribunal spécial pour le Liban a reporté la lecture du jugement dans le procès des hommes accusés d'avoir participé à l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri.

Face à cette situation tragique, tout le monde est en attente des réponses des autorités compétentes afin que toute la lumière soit faite.



Le chef du gouvernement libanais, Hassan-Diab, devra tirer la situation au clair.

Photo: DR